

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le dix-sept décembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de André LOYER, 1^{er} adjoint, pour le Maire empêché Jean-Yves MEYER.

Présents : LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André

Excusés : MEYER Jean-Yves (pouvoir à André LOYET), JOLY Delphine (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Joël DURIEU), VERNEDE Corinne (pouvoir à Jacques DAUMAS), LEYNAUD Michel (pouvoir à Max BOUSCHON), ESSAYAR Khalid (pouvoir à Pascal GAILLARD), AMRANI Hasiba (pouvoir à Cécile FAURE), GUIBERT Alexandra (pouvoir à Guillaume Vermorel)

Absente :

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°40

9 décembre 2024

OBJET : Budget Principal de la ville - Dépenses d'investissement - Avances sur Budget Primitif 2025

Transmis au représentant
de l'Etat le : 7 0 DEC. 2024
Affiché le :
Notifié le : 7 0 DEC. 2024

FINANCES

Budget Principal de la ville - Dépenses d'investissement - Avances sur Budget Primitif 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 1612-11,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu le budget primitif 2024 du Budget principal ville,
Vu les Décisions Modificatives n°1,2 et 3 du Budget principal ville,

Considérant que jusqu'à l'adoption du Budget Primitif 2025, il est nécessaire de pouvoir engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2024, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette,

Considérant que ces crédits seront repris lors du vote du Budget Primitif 2025,

Il est proposé au Conseil Municipal d'inscrire les dépenses d'investissement dans les limites de 25 % de chaque chapitre de l'année 2024 pour un montant de 591.100 €, selon le tableau ci-après.

Chapitre	Crédit ouverts en 2024 (BP+BS+DM)	Enveloppes maximum de 25%	Dépenses d'investissement pouvant être mandatées jusqu'au vote du Budget Primitif 2025	
			Article	Montant
20 Immobilisations incorporelles	198 500,00 €	49 625,00 €	2031 Frais d'études	44 500,00 €
			2051 Concessions et droits similaires	10 000,00 €
21 Immobilisations Corporelles	1 680 480,00 €	420 120,00 €	2112 Terrains de voirie	1 600,00 €
			215738 Autre matériel et outillage de voirie	20 000,00 €
			2121 Plantations d'arbres et d'arbustes	2 000,00 €
			215731 Matériel roulant	40 000,00 €
			2158 Autres installations, matériel et outillage techniques	15 000,00 €
			21838 Autre matériel informatique	4 000,00 €
			21848 Autres matériels de bureau et mobiliers	5 000,00 €
			2188 Autres	40 000,00 €

23	Immobilisations en cours	1 054 172,00 €	263 543,00 €	2313	Constructions	200 000,00 €
				2315	Installations, matériel et outillage techniques	63 000,00 €
1036	Opération Restauration Château	2 414 200,00 €	603 550,00 €	2051	Concessions et droits similaires	2 000,00 €
				2088	Autres immobilisations incorporelles	10 000,00 €
				2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	2 000,00 €
				21838	Autre matériel informatique	5 000,00 €
				21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	10 000,00 €
				2185	Matériel de téléphonie	2 000,00 €
				2188	Autres immobilisations corporelles	15 000,00 €
				2313	Constructions	100 000,00 €
TOTAL						591 100,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Autorise** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement ci-dessus.
- **Décide** que ces crédits seront repris lors du vote du Budget Primitif 2025.

Extrait certifié conforme,

André LOYER
1^{er} adjoint



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)